



**LE FONDS DE SOLIDARITE POUR LES REFUGIES SYRIENS
AU LIBAN :
LE PROJET DE LA MUNICIPALITE DE KAB ELIAS**



Introduction

Le fonds de solidarité pour les réfugiés syriens au Liban

Depuis le déclenchement de la guerre en Syrie voisine en mars 2011, la Communauté de communes de la Bekaa centrale est confrontée à un afflux massif de réfugiés syriens. Pour les familles réfugiées, les conditions de vie sont extrêmement précaires. Les habitants libanais sont également impactés par cette situation (coupures fréquentes d'électricité, accès à l'eau, collecte des ordures ménagères, incivilités, emploi, etc.) La communauté internationale se mobilise face à cette catastrophe humanitaire, mais pas d'une manière proportionnelle à l'accroissement permanent des besoins. Depuis l'été 2012 et l'intensification des affrontements autour de Damas, ville située à une cinquantaine de kilomètres, la situation est encore plus difficile dans la Plaine de la Bekaa.

L'Etat libanais ne reconnaît pas le statut de réfugiés aux populations syriennes qui se sont installées au Liban depuis le début du conflit et n'accorde aucune aide aux autorités locales.

La Communauté de communes de la Bekaa centrale, à l'instar de nombreuses autres collectivités locales libanaises, est directement impactée par cette situation. Elle doit gérer d'une part l'afflux des réfugiés (hébergement, aide de première urgence, éducation, etc.), ainsi que l'impact de celui-ci sur la mise en œuvre des services publics locaux (surcoûts de collecte et traitement des déchets, surcoût pour la distribution d'eau et l'assainissement, surcoût pour la distribution d'électricité, besoin de renforcement des outils de sécurité locale, etc.). Les autorités locales libanaises en appellent donc à une aide d'urgence pour être en mesure de faire face aux responsabilités que leur impose la situation.

Face à la situation et à la demande de ses adhérents, Cités Unies France a décidé d'ouvrir un « fonds de solidarité pour les réfugiés syriens au Liban » afin de soutenir les collectivités dans la gestion des besoins des communautés libanaises et des nouveaux arrivants. Cinq collectivités territoriales françaises ont participé à l'initiative de Cités Unies France : Les villes de Bordeaux, Nantes, Reims, Leers, et Sezanne.

Cités Unies France a réalisé une mission exploratoire en mars 2013 afin de rencontrer les partenaires de la Communauté de communes de la Bekaa centrale et en particulier de la Municipalité de Kab Elias ; d'identifier les besoins des collectivités libanaises identifiées ; et de réfléchir au type de projet à mettre en œuvre.

Les partenaires libanais ont fait état de besoins urgents dans les secteurs de l'eau et de la collecte des déchets. Un projet a été rédigé afin de déterminer comment les fonds récoltés par Cités Unies France pourraient être utilisés dans les collectivités libanaises. Celui-ci prévoit d'acquérir un camion-citerne pour faciliter la distribution d'eau potable aux réfugiés et aux populations libanaises de la ville de Kab Elias ainsi

que, plus largement, de la Communauté de communes de la Bekaa centrale (cf. Fiche de présentation du projet pour plus de détails).

Cette subvention devra contribuer à :

- l'achat d'un camion-citerne pour la distribution de l'eau potable dans Kab Elias et la Communauté de communes de la Bekaa centrale
- l'achat de matériel.

Par ailleurs, Cités Unies France travaille en étroite collaboration avec le Conseil général du Territoire de Belfort, qui entretient depuis 2005 un partenariat de coopération décentralisée avec la Municipalité de Kab Elias et l'a soutenu, par une subvention exceptionnelle, pour supporter les surcoûts de l'afflux des réfugiés dans le secteur de la gestion des déchets (par l'achat de poubelles).

Plus largement, l'initiative présentée dans ce dossier s'inscrit dans le cadre de la réflexion de Cités Unies France concernant le rôle des collectivités territoriales dans les situations de crises et post-crisis. Deux constats ont été mis en évidence. D'abord, l'expression de la solidarité internationale avec les autorités locales et leurs populations en grande détresse est devenue une dimension à part entière de l'action internationale des collectivités territoriales françaises. Les collectivités au fil des ans sont devenues l'un des premiers bailleurs humanitaires en direction des grandes structures spécialisées telles que la Croix Rouge, la Fondation de France, les ONG d'urgence, le Secours Catholique ou le Secours populaire. La loi Thiollière de 2007 sécurise juridiquement le versement des fonds pour l'urgence par les collectivités territoriales. Ensuite, les efforts de reconstruction sont indissociables des efforts de développement. Mieux encore, la manière de reconstruire, les méthodes de travail, les choix effectués, sont autant d'éléments essentiels du développement du pays. La résilience est donc indissociable de la capacité de se développer et les collectivités locales ont une place clé dans ce dispositif.

Partant de ces constats, Cités Unies France défend un nouveau paradigme pour la gestion des crises qui valorise et encourage l'action des gouvernements locaux des pays affectés à chaque étape du cycle de la crise – prévention, urgence, reconstruction. En effet les autorités locales sont en première ligne lorsqu'une crise survient puisque c'est à elles que revient la responsabilité de fournir les services de première nécessité à leurs populations. Leur connaissance du territoire et des populations, ainsi que leur proximité, leur donnent la légitimité nécessaire à la mise en place d'une gestion plus efficace de la crise. C'est pourquoi CUF souhaite soutenir, dans la mesure du possible et selon les capacités de gestion de chaque municipalité, les projets mis en œuvre par les gouvernements affectés, l'objectif étant de leur permettre de gérer au mieux la crise et ses conséquences.

Le projet pour les réfugiés syriens au Liban

1/ Contexte géopolitique

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011, a un impact sur les pays limitrophes – Turquie, Jordanie, Irak, Liban. Actuellement, l'**ONU estime à 2,5 millions le nombre de syriens réfugiés en dehors du pays, dont 1 million au Liban** (soit 25% de la population totale du Liban). La situation continue de s'enliser en Syrie et les conséquences sur le Liban risquent d'être durables.

2/ Cadre du projet

Aux vues de la situation au Liban et à la demande de certains de ses adhérents, Cités Unies France (CUF) a ouvert un fonds d'urgence pour les réfugiés syriens au Liban. 50 250 euros ont été collectés grâce à la participation de cinq collectivités territoriales françaises : **Bordeaux, Leers, Nantes, Reims et Sezanne**.

Ces 50 250 € vont être attribués pour soutenir les autorités locales libanaises confrontées à l'afflux de réfugiés et aux problématiques qui en découlent : gestion des déchets, insécurité, urgence sanitaire, accès à l'eau, etc.

3/ La situation des réfugiés au Liban et à Kab Elias

Estimation du nombre de réfugiés syriens au Liban (Source : ONU-HCR):

Date	Estimation du nombre de réfugiés
Octobre 2012	100 000
Février 2013	225 000
Mai 2013	394 000
Juillet 2013	570 000
Octobre 2013	750 000
Janvier 2014	800 000
Avril 2014	1 million

Selon différentes sources, la majorité de ces réfugiés s'est installée dans la région de la Bekaa.

Estimation du nombre de réfugiés syriens à Kab Elias (Source : Municipalité de Kab Elias):

Date	Estimation du nombre de réfugiés
Novembre 2012	7000 - 7 campements
Mars 2013	13 000 – 16 campements
Octobre 2013	16 000 – 16 campements
Février 2014	25 000 – 16 campements

A ce jour, **on estime à 25 000 le nombre de réfugiés syriens présents à Kab Elias**, répartis dans 16 campements; sachant que Kab Elias compte environ 50 000 habitants. 80% de ces réfugiés sont des femmes et des enfants. La majorité de ces réfugiés est enregistrée auprès du HCR de l'ONU.

Selon les données de la Municipalité de Kab Elias, **50% de ces réfugiés syriens (soit 12 500 personnes) vivent dans les 16 camps informels au sein de la commune.**

Estimation du nombre de réfugiés syriens dans la Communauté de Communes de la Bekaa centrale :

Date	Estimation du nombre de réfugiés
Avril 2014	40 000

L'Etat libanais ne reconnaît pas le statut de réfugié aux syriens qui fuient leur pays. Il n'accorde donc aucune aide aux autorités locales pour faire face à cet afflux de populations.

Les ONG (Action contre la faim, Acted, World vision, Médecins du monde...) et organisations internationales (UNICEF, HCR) présentes sur place tentent de répondre à l'urgence sanitaire, mais il semble aujourd'hui nécessaire et pertinent d'apporter un soutien direct et conséquent aux autorités locales.

4/ Le projet de la Municipalité de Kab Elias

•**Objectif général:** répondre à la situation d'urgence provoquée par l'afflux de réfugiés syriens sur le territoire de la commune de Kab Elias et de la Communauté de Communes de la Bekaa centrale.

•**Objectifs opérationnels et propositions d'actions :**

- 1 : Gestion des déchets : achat de containers à déchets (40 tonnes de déchets à traiter par jour contre 20 tonnes avant l'afflux des réfugiés).
- 2 : Acheminement de l'eau : achat d'un camion-citerne permettant d'apporter l'eau dans les campements, ou d'une pompe pour accéder à l'eau de la nappe phréatique profonde.

1 : Dans le cadre de sa coopération avec le Conseil général du Territoire de Belfort, la commune de Kab Elias a reçu une subvention d'urgence de 10 000€ en décembre 2013. Cette subvention a permis **l'achat de 750 containers de déchets ménagers**, disposés dans les différents campements de Kab Elias.

2 : La Commune de Kab Elias propose d'utiliser le fonds d'urgence pour les réfugiés syriens au Liban de CUF pour **l'achat d'un camion-citerne permettant l'approvisionnement en eau des 16 campements** de la commune et des habitants de Kab Elias (composés de résidents libanais et de réfugiés syriens).

•**Constat :**

- d'une part, 25 000 réfugiés syriens vivent à Kab Elias. La moitié est hébergée dans 16 camps répartis sur le territoire de la commune. **Ils n'ont pas accès à l'eau** (dont ils ont notamment besoin pour l'hygiène, la cuisine et le linge) **et vivent dans des conditions extrêmement précaires** (Cf. Annexe 3 : dossier de presse sur la situation des réfugiés syriens au Liban)
- d'autre part, le Liban connaît une pénurie d'eau : en avril, les précipitations ne représentent que 50 % de la moyenne saisonnière, et **la région de la Bekaa risque de connaître une sécheresse cet été**, d'autant plus qu'il s'agit d'une région agricole, très consommatrice en eau, d'où un impact à craindre sur l'économie générale de la région. Le problème s'étend avec l'afflux des réfugiés, pour qui l'accès à l'eau est une priorité (hygiène, alimentation) (Cf. Annexe 2 : dossier de presse sur la pénurie d'eau au Liban).
- Les réfugiés ont donc un **besoin urgent d'accéder aux ressources hydrauliques en particulier pour répondre à leur nécessité d'hygiène, alimentaire** (pouvoir cuisiner etc.) **et pour l'assainissement** (évacuation des déchets liquides et excréments).
- En raison de coupures fréquentes d'électricité (en moyenne 12 heures d'électricité par jour), et de la nécessité de l'électricité pour activer la pompe permettant d'alimenter le réseau existant d'eau potable, les **habitants souffrent également d'un manque d'accès à l'eau**.
- Le projet aura donc un **impact positif sur la santé des populations réfugiés et d'accueil**, par la création d'un environnement de vie plus sain.

Le but de l'achat d'un camion-citerne est de pouvoir **transporter et distribuer l'eau aux camps de réfugiés et habitations de la commune de Kab Elias et plus largement de la communauté de communes de la Bekaa centrale qui n'ont pas accès à l'eau** (notamment en période de sécheresse).

La commune de Kab Elias réfléchit actuellement avec les autres communes de la Communauté de communes de la Bekaa centrale pour une répartition de l'utilisation du camion-citerne.

▪Besoins estimés :

Besoins en eau potable estimés : 200 L d'eau par jour et par personne.

Besoin en eau potable pour les camps de réfugiés : Un camion citerne (= 10 à 15 000 L) par semaine pour chaque campement.

Besoin en eau potable pour les habitants de Kab Elias : Une distribution en eau trois jours par semaine est suffisante.

La logique serait d'organiser chaque semaine :

- 3 jours de livraison en direction des campements
- 3 jours de livraison en direction des habitants de Kab Elias.

▪Public-cible estimé :

Nombre de personnes susceptibles d'être touchées par le projet pour la municipalité de Kab Elias

- Réfugiés : 15 000
- Habitants de Kab Elias : 10 000.

Nombre de personnes susceptibles d'être touchées par le projet, pour la communauté de communes, y compris Kab Elias : 40 000 (*la coopération sur ce projet est en cours de construction, pour une mise à disposition du camion citerne aux autres communes de la Communauté de communes*).

•Moyens à disposition :

- **matériel et ressources humaines de la Municipalité de Kab Elias à ce jour :**
 - **Un puits** a été creusé par la Municipalité de Kab Elias. USAID a contribué à l'achat de la pompe et à l'installation du réseau d'adduction d'eau. L'eau est aujourd'hui acheminée jusqu'au campement le plus proche. La Municipalité de Kab Elias prend à sa charge le générateur qui permet d'activer la pompe (essence, entretien) ainsi que le technicien chargé de l'entretien du réseau.
 - Par ailleurs, des **tanks à eau** de 1 000 L sont mis à disposition par UNICEF dans les campements, mais ne sont pas approvisionnés en permanence, en raison d'une baisse de moyens à disposition d'UNICEF et des difficultés de gestion de cette distribution (système de vouchers).
- **disponibilité en eau estimée à ce jour, et à venir :** il est difficile pour Kab Elias d'estimer la disponibilité en eau du puits dans lequel sera puisée l'eau du camion-citerne (le puits évoqué ci-dessus). Toutefois, ce puits a une profondeur de 250 m, ce qui est particulièrement profond et permet donc de puiser de l'eau potable dans une nappe phréatique abondante. Kab Elias a questionné les organisations internationales pour obtenir des financements pour l'exploitation plus efficace de ce puits. Un gros travail est également à faire en matière d'entretien du réseau d'adduction d'eau. En effet, ce dernier est géré par une société publique, qui n'a pas les moyens de l'entretenir correctement. Le UNHCR a indiqué qu'il financerait la remise en état de 40 km du réseau d'adduction d'eau à Kab Elias, mais cette promesse n'a jusqu'à aujourd'hui pas été transformée en actes.

•Devis réalisés (Cf. Annexe 1) :

Production de trois devis pour l'achat d'un camion-citerne.

A noter : dans le cas où l'achat d'un camion-citerne dépasserait le montant de la subvention susceptible d'être attribuée par CUF, la Municipalité de Kab Elias est prête à cofinancer ce camion, eu égard à l'intérêt de ce projet.

Se reporter à l'annexe 1 pour le devis réalisé par des entreprises locales pour l'achat d'un camion citerne et d'autres équipements nécessaires.

•Organisation prévue du cheminement du camion-citerne :

- **fréquence des distributions**

3 jours par semaine pour les réfugiés syriens.

3 jours par semaine pour les habitants de Kab Elias.

Le nombre de distributions pourrait être environ de 5 par jour, soit 50 à 75 000 L.

- **quantités envisagées**

10 à 15 000 litres par distribution (= capacité du camion-citerne, selon le modèle choisi)

- **nombre de points de distribution**

Les 16 campements et des points d'accès auprès des habitants (en sachant que la Municipalité a acquis 5 réservoirs qu'elle a mis à la disposition des habitants de la commune).

5/ Les engagements de Kab Elias

Dans le cadre de l'attribution de ce fonds d'urgence, la Commune de Kab Elias s'engage à :

- réaliser le projet prévu (c'est-à-dire fournir régulièrement de l'eau aux camps de réfugiés situés sur le territoire de la commune, comme précisé dans le projet)
- produire les pièces justificatives des dépenses engagées
- le cas échéant, justifier de l'écart entre le projet initial et la réalisation
- transmettre à CUF et au Conseil général du Territoire de Belfort toutes informations relatives à l'avancement du projet (difficultés rencontrées, avancées du projet).
- prendre en charge les coûts annexes liés au projet : emploi d'un conducteur du camion-citerne, inscription du camion-citerne auprès des services de l'Etat, assurance du véhicule (environ 5 000 dollars), entretien du camion-citerne, essence.

Ce projet a été validé le 12 juin 2014. Une convention entre la municipalité de Kab Elias et Cités Unies France a été signée et les fonds ont été transférés à la municipalité en juillet afin de lancer le projet.

6/ Procédure d'acquisition

Le camion a été acheté par la municipalité en septembre 2014. Ci-dessous la facture d'achat fournie par la municipalité ainsi que des photos du camion citerne avec les logos des collectivités françaises participantes.



GEORGES I. ABOU KHATER
Traducteur Assermenté
Zuhle – Rue Boulevard - Liban
Téléphone no. 00 961 8 807 528

24 NOV 2014

Société Said Farhat & Co,
Commerce Général
Meksé – Rue Principale
Téléphone no. 03 746855

Facture no. 28

Date : 15 Septembre 2014.

Doit de la Municipalité de Kab Elias Wadi Delem

Total	Prix individuel	Description
		Prix d'une camionnette Mitsubishi Vesso model 2009
		Prix d'un camion citerne avec ses équipements
80.000.000		Quatre-vingt millions livres libanaises seulement

Société Said Farhat & Co,
Commerce Général
Meksé – Rue Principale
Téléphone no. 03 746855
(Cachet et Signature)

Traduction Conforme du document Arabe ci-joint .
Le Traducteur Assermenté



4 NOV 2014



7/ Missions d'évaluations

- **Première mission (Octobre 2014)**

Plusieurs représentants du conseil général du territoire de Belfort se sont rendus à Kab Elias afin de rencontrer la ville de Kab Elias et d'échanger autour de l'utilisation des fonds.

Participants : Dergham Touma (mairie de Kab Elias par interim), Maher Nader (comptable), Samia Jaber, Mélanie Bugnon

Eléments sur le camion-citerne co-financé par le fonds d'urgence lancé par CUF

- Maher Nader remet à Mélanie Bugnon une copie des **documents attestant de la procédure d'acquisition** lancée par Kab Elias (délibération du conseil municipal d'accepter la subvention de CUF, publicité de l'appel d'offre dans la presse, compte-rendu de la commission d'appel d'offre, preuve du versement du montant de la subvention au vendeur du camion-citerne, etc.). A envoyer par Maher Nader par mail à Simone Giovetti.
- Subvention a permis **financement presque total du camion-citerne** (coût du camion : 80 000 livres soit 41 746 €). La Municipalité de Kab Elias a ensuite pris en charge la traduction des documents probants, l'enregistrement du véhicule, son assurance, et les frais liés à son fonctionnement (salaire du chauffeur, essence, etc.).
- Le camion-citerne est en **fonctionnement depuis le 15 octobre 2014**.
- Fonctionnement :
 - o **3 jours par semaine dans les 20 campements** de Kab Elias
 - o Peut répondre, en plus, à des sollicitations des habitants de Kab Elias hors des campements (habitants libanais et déplacés syriens hébergés dans les logements de Kab Elias) et à l'arrosage municipal.
 - o Une réunion est prévue très prochainement avec la **Communauté de communes de la Bekaa centrale (CCBC) pour élargir le fonctionnement du camion-citerne aux autres communes** de la CCBC (à noter : en raison de l'indisponibilité du Maire de Kab Elias pour assurer la présidence de la CCBC, le Maire de Bouarej vient d'être nommé, pour un mois, pour assurer l'intérim. Des élections pour désigner le nouveau président de la CCBC seront organisées dans les prochaines semaines. Cela a ralenti une utilisation élargie du camion-citerne aux autres communes de la CCBC).
- Chaque camion-citerne contient 12 000 litres d'eau. Dans chaque campement, le camion rempli entre 13 et 15 containers de 1 000 litres. Le camion-citerne passe donc une à deux fois par semaine dans chaque campement. Il répartit ses tournées en desservant en moyenne 7 campements par journée de travail, chaque semaine.
- A noter : chaque campement comprend entre 100 et 200 tentes, abritant chacune une moyenne de 6 à 7 personnes.
- Situation des déplacés syriens à Kab Elias : **la municipalité a enregistré 30 000 déplacés syriens**. Elle n'est plus en capacité d'enregistrer de nouveaux arrivants. Elle les renvoie donc vers le HCR.

- **Deuxième mission (courant 2015)**

Une seconde mission d'évaluation du projet sera organisée par Cités Unies France courant 2015 afin de faire un bilan sur l'utilisation du camion citerne.

7/ Contacts

- **Cités-Unies France**

9 rue Christiani
75018 PARIS

<http://www.cites-unies-france.org/>

Simoné GIOVETTI

Chargé de mission Moyen-Orient/Arménie et Caucase/ Europe du sud-est
Responsable groupe Crises et Réhabilitation

Tel. 01 53 41 81 87

Fax. 01 53 41 81 41

Email. : s.giovetti@cites-unies-france.org

Lucie ALLEX-BILAUD

Pôle Méditerranée – groupe thématique crises et réhabilitation

Tel : 01 53 41 81 85

Email : polemediterranee@cites-unies-France.org

- **Conseil Général du territoire de Belfort**

Hôtel du Département
Place de la Révolution française
90020 BELFORT

Samia JABER

Vice-Présidente du conseil général en charge des relations internationales

Tel. 03 84 90 90 99

Email. samia.jaber@cg90.fr

Mélanie BUGNON

Responsable de la mission coopération internationale

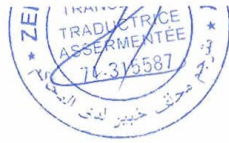
Tel. 03 84 90 90 46

Email : melanie.bugnon@cg90.fr

7/ Annexes

1. Devis réalisé par différentes entreprises libanaises
2. Dossier de presse sur la pénurie d'eau au Liban (Articles L'Orient le jour, Le Monde)
3. Dossier de presse sur la situation des réfugiés syriens au Liban (Articles Le Monde, L'Orient le jour, Action contre la faim, Le nouvel observateur)

ANNEXE 1 : DEVIS DES PARTENAIRES LIBANAIS



Carrosserie Joseph El Hajjar et Partenaires (Joud)
Zahle- Ville industrielle- Registre commercial 4006
Boîtes de camions- Redresser le châssis et les différents réservoirs
Numéro de téléphone : 08/930293-
Cellulaire : 03/694812-03/615970

Offre des prix

Date : 05.05.2014

A Qui De Droit

Municipalité de Qab Elias – Wadi El Delm

Manufacture un réservoir d'eau de longueur 4 1/2 mètres et largeur 210 cm.

hauteur 120 cm, forme

Mesurage totale 10.000 Litres

Manufacturé du fer mercure d'épaisseur 4 ml avec des incisives à l'intérieur.

Une boîte abattue du réservoir 50 cm à un moteur, un tuyau et une couverture à part.

Un verrouillage en arrière 2.5 Inches

Prix Total : 3200 \$ trois mille deux cent dollars américains seulement

Ce prix ne comprend pas TVA et le peinture

Il inclut les frais d'enregistrement et l'assurance montant à 3000 Euro

Carrosserie Joseph El Hajjar et Partenaires (Joud)
(Signature et cachet)



شركة كرو سوري جوزف الحجار وشركاه

(جسود)

زحلة - اللجنة الصناعية سجل تجاري: ٤٠٠٦
صناديق شاحنات - تجليس شاسي وخزانات مختلفة
شركة: ٢٥ : ٠٨/٩٢٠٢٩٢ - خليوي: ٠٢/٦٩٤٨١٢

٠٣/٦١٥٩٧٠

عوض ارفار
في ٠٣/٠٥/٢٠١٤
التي على يد السيد الامير بلال يوسف المكي ولدي الرام

صنع فزان ماء طبول اربعة امتار ونصف على ١٤٠ سم
عربي ١٤٠ سم شكل
كل ايامك عشرة آلات لاسر
مضوع من جديد مزينة بطلاء كرام مع نوا طونق الراحل
صندوق مقطوع في الخزان ٠٥٠ سم اية مدتها ومربع
مغطاه منفرد
مكر تلفظ ٠٥٠ انش عا

مرايا على ٢٥٠ و ٢٠٠ آلة و متجانس دوكا ابرك
نيل ٢٢

هذا المر لا ينقل T.V.A في الاقارن

شركة كرو سوري جوزف الحجار وشركاه
بخط ١٥١
زحلة - اللجنة الصناعية





Offre des prix

Municipalité de Qab Elias – Wadi El Delm

- Pick-up : Mitsubishi Fusa (Réservoir d'eau) 10.000 Litres
Modèle : 2009
Moteur : 6 Cylindres
Prix : 54000 \$ avec réservoir d'eau + Pompe à eau + tuyau
Prix : 41000 \$ sans réservoir d'eau + Pompe à eau + tuyau

Said Farhat et Partenaires pour le commerce général

(Signature et cachet)



Afficher Les Prise

- La municipalité en Kabelias - Wadi Al-Jolan
- Pick-up : Mitsubishi Josa (réservoir d'eau)
10,000 litres
- Année : 2009
- Moteur : 6 cylindre
- Prise : 54 000 \$ avec réservoir d'eau
+ pompe + Tuyau
- Prise : 41 000 \$ sans réservoir d'eau
et la pompe + Tuyau

شركة سعيدة لمرحبات وشركاؤه
للتجارة العامة

بكمبي - الطريق العام 855 03/74



Said



Offre des prix

Municipalité de Qab Elias – Wadi El Delm

Pick-up : Mitsubishi Fusa (Réservoir d'eau) 10.000 Litres
Modèle : 2009
Moteur : 6 Cylindres
Prix : 57000 \$ avec réservoir d'eau + Pompe à eau + tuyau
Prix : 44000 \$ sans réservoir d'eau + Pompe à eau + tuyau

Exposition Belgique

Hussein Hammoud

(Signature et cachet)





Afficher Les prise.

- La municipalité en Kabelias - Wadi Aldeban

- pick-up : Mitsubishi Jusa (Réservoir d'eau)
1000 litres

- Modèle : 2009

- Moteur : 6 cylindre

- Prise : 57 000 \$ avec réservoir d'eau
+ pompe à eau +
Tuyau

- Prise : 44 000 \$ sans réservoir d'eau
et la pompe à eau +
Tuyau



معروض بلجيكا
حسين علي جمود
٧٤٦٩٠٥٤
١١/٥/٢٠١٧



Carrosserie Joseph El Hajjar et Partenaires (Joud)
Zahle- Ville industrielle- Registre commercial 4006
Boîtes de camions- Redresser le châssis et les différents réservoirs
Numéro de téléphone : 08/930293-
Cellulaire : 03/694812-03/615970

Offre des prix

Date : 05.05.2014

A Qui De Droit

Municipalité de Qab Elias – Wadi El Delm

Manufacture un réservoir d'eau de forme de longueur 4 1/2 mètres, de la longueur 120 cm et largeur 210 cm
Mesurage totale 10.000 Litres

Manufacture du fer mercure d'épaisseur 4 ml avec des incisives de l'intérieur.

Une boîte abattue du réservoir 50 cm à un moteur et un tuyau, une roulette nombre 2, arroseur, couverture, verrouillage en arrière nombre 2

Prix Total : 6000 \$ trois mille deux cent dollars américains seulement

Ce prix ne comprend pas TVA et le peinture

Il inclut les frais d'enregistrement et l'assurance montant à 3000 Euros

Carrosserie Joseph El Hajjar et Partenaires (Joud)
(Signature et cachet)



شركة كروسوري جوزف الحجار وشركاه

(جود)

زحلة - المدينة الصناعية سجل تجاري: ٤٠٠٦
صناديق شاحنات - تجليس شاسي وخزانات مختلفة
شركة: ٠٨/٩٢٠٢٩٢ - خليوي: ٠٣/٦٩٤٨١٢

٠٣/٦١٥٩٢٠

عربي اسعار

اي من جبهة الامم المتحدة في لبنان والى العالم

صنع صلب في شكل [] بطول اربعة اقدار ونصف

علو ١٤ سم عرض ١١ سم

كل عتبات لينز

نوع من الحديد سلكه ٤ مم مع مواضع من الداخل

صندوق مقطوعة من الخزان ٥ سم الكي بونور ووسع

مردودان في قنصل على بيت في دمشق مع رسوم

خلفه غطه منديل في نكرة

صندوقه عدد ٤

سراجهاج: استاذ سنة الآغا درلا، اجازي كيان

هذا الصرح بيشل T.V.A ولا الودان

شركة كروسوري جوزف الحجار وشركاه

زحلة - المدينة الصناعية



ANNEXE 2 : DOSSIER DE PRESSE LA SECHERESSE AU LIBAN

LIBAN : Une année trop sèche, des économies d'eau en perspective

L'Orient le jour

Date de parution : **17/04/14**

Deux experts évoquent leurs inquiétudes sur les conséquences de la sécheresse inhabituelle sur les ressources en eau. L'été sera chaud !



Un cours tari dans la zone du Hasbani, en 2010. C'est ce qui risque d'arriver plus tôt que prévu cet été aussi.

Antoinette, une habitante d'Achrafieh, n'en revient pas : elle a dû commander de l'eau à quatre reprises entre janvier et février. « Nous sommes habitués à acheter de l'eau livrée par camions-citernes, quand l'eau assurée par la compagnie ne suffit plus, mais pas avant septembre-octobre, dit-elle. Si nous sommes obligés de le faire en hiver, que dire de l'été qui vient ? »

Malgré les quelques pluies qui sont tombées en février puis en mars (et qui ont donné un répit de quelques semaines aux usagers), et vu le manque presque total de neige, la période de sécheresse risque de commencer bien plus tôt cette année. Or pour Antoinette comme pour beaucoup d'autres habitants des diverses régions libanaises, se faire livrer de l'eau est synonyme de nombreuses contraintes : un budget à part (25 000 livres pour les mille litres, un prix qui peut varier d'un quartier à l'autre), une qualité d'eau douteuse, des heures d'attente et la nécessité de jongler avec les coupures d'électricité...

Pour Jocelyne Gérard, climatologue et professeur à l'Université Saint-Joseph (USJ), et Naji Kehdy, hydrologue travaillant dans la Békaa dans des branches de l'USJ et de l'UL, cet hiver est « rien moins qu'exceptionnel » en termes de pluviométrie. Mme Gérard souligne que « non seulement le taux de pluviométrie est resté bien en-deçà de la moyenne annuelle, environ la moitié, mais c'est le manque de neige, plus crucial pour le renflouement des nappes phréatiques, qui risque de poser un problème majeur ».

La vague de sécheresse qui a sévi cet hiver s'inscrit, selon la climatologue, dans la tendance du changement climatique qui, dans cette partie du monde, devrait se traduire par des périodes de chaleur et de sécheresse plus longues, ainsi que des événements météorologiques extrêmes à l'instar d'averses puissantes par exemple. Elle cite, à ce propos, les rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC, plus haute instance scientifique mondiale sur le climat). « Cela ne signifie pas que d'autres hivers ne pourraient pas être rigoureux, mais on parle d'une tendance qui se confirme par la courbe des études », dit-elle.

Baisse du niveau des nappes dès la mi-février

Que risque-t-il de se passer cet été ? « Nous nous dirigeons vers ce qu'on appelle une sécheresse hydrologique, c'est-à-dire liée à un déficit d'eau au niveau des nappes phréatiques », explique Mme Gérard. Naji Kehdy donne un exemple qui illustre la gravité de la situation : l'année dernière, les nappes ont commencé à connaître une baisse de leur niveau à partir du mois de mai, alors que cette année, la baisse a débuté à la mi-février... à peine compensée par les pluies intermittentes de février et mars. « Quand on sait que la baisse de niveau est d'une moyenne de trente centimètres par semaine, on mesure l'ampleur du désastre, ajoute-t-il. Cela signifie que le tarissement des nappes et des sources saisonnières se fera bien avant septembre-octobre, comme c'est le cas habituellement. »

L'eau risque donc de manquer cet été dans les villes comme dans les zones rurales. La Békaa centrale, principale plaine agricole du Liban, sera particulièrement touchée, selon ce chercheur, auteur d'une thèse sur « la gestion intégrée quantitative de la ressource en eau souterraine du caza de Zahlé ».

« Dans la plaine de la Békaa, 70 % de l'eau est utilisée dans l'irrigation, 20 % pour l'usage domestique et 10 % pour l'industrie », précise-t-il. Cette zone est non seulement exposée aux problèmes d'eau dans l'immédiat, mais aussi dans l'avenir. « Nos études, se basant sur les chiffres de l'année dernière, quand la pluviométrie était bien plus importante, laissaient envisager un tarissement total des sources d'ici à 30 ou 40 ans, dit-il. Que serait-ce alors si les hivers sans pluie se répètent dorénavant ? »

L'impact de la sécheresse ne se fera pas seulement sentir au niveau de la quantité d'eau disponible mais de la qualité également. « Quand le niveau de l'eau baisse, la concentration de polluants augmente, souligne Mme Gérard. De plus, on ne sait pas d'où vient l'eau des citernes. Si elle est polluée, elle risque de contaminer l'eau de la compagnie dans les réservoirs. » « En milieu agricole, l'eau est polluée par le nitrate, le mercure et le phosphore, qui proviennent des pesticides et des résidus industriels, ajoute M. Kehdy. Dans les villes, la pollution est principalement microbiologique, venant des eaux usées. »

Gaspillage et flou des lois

La sécheresse de cette année vient aggraver de vieux problèmes non résolus dont souffre le secteur de l'eau au Liban. M. Kehdy les connaît bien, pour les avoir explorés dans ses recherches. « Il y a tout d'abord un gaspillage important au niveau des canalisations d'eau vétustes de l'État, dit-il. Dans la Békaa, nous avons calculé que l'efficacité optimale des réseaux (rapport entre l'eau distribuée et celle qui arrive au consommateur) devrait être de 70 %, alors qu'elle n'est que de 13,8 %. Au niveau de l'irrigation, elle est de 27 % alors qu'elle devrait être de 40 %. »

Le chercheur dénonce également des contradictions dans les textes juridiques, souvent vétustes et inadaptés. « Prenons la loi qui régit le forage de puits par exemple, dit-il. Elle a fixé la distance minimum entre les puits à 50 mètres. Cette mesure n'est pas basée sur des études scientifiques, puisque la distance devrait dépendre de la puissance de la pompe, pas

rester invariable. D'un autre côté, la loi sur la propriété stipule que chacun peut forer un puits dans son terrain, sans spécifier de distance minimum. Quel texte appliquer ? »

Il cite également le système de paiement fondé sur le forfait et non sur les compteurs (qui n'encourage donc pas à l'économie), le manque de coordination entre les institutions, le matériel inadapté et les moyens insuffisants (à titre d'exemple, la source de Anjar qui alimente dix villages est dotée de douze pompes dont seules cinq sont opérationnelles), la dévalorisation des fonctionnaires (pas assez payés, pas assez motivés), les normes de qualité non respectées au niveau des infrastructures (les canalisations devraient être en acier inoxydable alors que certains nouveaux tuyaux installés sont en caoutchouc)... En d'autres termes, la nécessité d'une gestion durable et complète de l'eau par les autorités, et l'application de mesures radicales pour réglementer certaines activités comme le forage de puits.

320 litres au Liban... contre 150 en France

« Il n'empêche que l'un des problèmes les plus importants reste le comportement du citoyen », souligne pour sa part Mme Gérard. Se basant sur le résultat de ses propres calculs, M. Kehdy affirme que « l'utilisation d'eau dans les ménages au Liban est de 320 litres par personne par jour, contre 150 litres en France ».

Partant du principe que l'économie d'eau s'impose de plus en plus comme une nécessité, les deux experts donnent quelques conseils à suivre à un niveau individuel : ne pas laisser couler l'eau, installer des chasses d'eau à double détente et des robinets à débit réduit dans les salles de bains, éviter de laver les voitures trop souvent, changer de types de plantes dans les jardins et meubler la terre de cailloux pour préserver l'humidité, construire des réservoirs pour emmagasiner l'eau de pluie...

« En fin de compte, cela se résume à la relation qu'entretient le citoyen avec ses ressources naturelles et notamment l'eau », souligne Mme Gérard. Cette relation pourrait se modifier à la lumière des nouveaux besoins, dès cet été. Antoinette, comme bien d'autres à coup sûr, prend déjà des précautions. Et là, place à la créativité : elle récupère l'eau du lavage de légumes pour l'utiliser dans l'arrosage des plantes ou les chasses d'eau, elle attend que la machine à laver soit pleine à craquer avant de la faire fonctionner...

Suzanne BAAKLINI

LIBAN : Le Liban menacé de sécheresse chronique

Auteur : Stephan Laure

Le Monde

Date de parution : **19/03/14**

L'hiver, sec et très doux, a aggravé les pénuries d'eau douce que connaît régulièrement le pays

Entre les garages et les immeubles qui ont remplacé les anciens champs de citronniers, à Jdeideh, une banlieue de l'est de Beyrouth, le terrain qui abrite le puits privé géré par Abdallah ne paie pas de mine. L'homme et ses deux associés y réalisent pourtant de bonnes affaires. Depuis son bureau en préfabriqué, Abdallah, qui préfère ne donner que son prénom, observe le va-et-vient, inhabituel pour la saison, des camions-citernes venus s'alimenter au puits, dont l'eau est pompée à 45 mètres de profondeur.

"L'an dernier, à la même période, j'avais entre cinq et dix clients par jour. Cette année, jusqu'à trente camions-citernes se ravitaillent quotidiennement pour fournir compagnies et particuliers de Beyrouth ", commente l'exploitant, qui possède également deux camions d'eau.

Car l'hiver, sec et très doux, a aggravé les pénuries chroniques d'eau douce que connaît le Liban, avec des coupures particulièrement sévères l'été. Le recours des Beyrouthins au secteur privé pour remplir les citernes des toits de la capitale l'eau potable est en majorité consommée en bouteille s'est donc accru. " La demande des hôtels est constante. Celle des particuliers se concentre entre juin et octobre. Mais, cette année, les besoins ont explosé : mon activité a triplé en février ", atteste Ziad Rachkidi, propriétaire de camions- citernes qui approvisionnent Beyrouth et ses alentours.

Un réseau public vétuste

Réputé riche en eau mais confronté à des problèmes de stockage, le Liban est desservi par un réseau public vétuste et pollué, dont les fuites sont évaluées à 40 %. L'alimentation des nappes souterraines souffre en outre, cette année, du manque de précipitations. " Nous sommes à 400 mm de pluie, soit environ 50 % de la moyenne saisonnière. Il faut remonter à l'hiver 1957-1958 pour retrouver des précipitations aussi faibles ", indique Marc Wehaïbé, chef du département météo de l'aéroport de Beyrouth. Les récentes averses de mars, qui ont donné lieu à des chutes de neige en montagne, " permettront difficilement de rattraper le déficit ".

Plusieurs experts considèrent que le Liban est menacé de sécheresse au cours des mois prochains, pénalisant le secteur agricole autant que les foyers. L'intensification du trafic de camions-citernes témoigne déjà des difficultés. D'après un rapport de la Banque mondiale de 2003, moins de 700 puits sont exploités par l'Etat, alors qu'il existe près de 50 000 puits privés dans le pays, dont 80 % sont illégaux. " Leur gestion est régie par des lois laxistes et obsolètes, datant de la période ottomane, quand les puits étaient manuels, explique Roland Riachi, auteur d'une thèse sur l'économie de l'eau. Le secteur privé s'est développé avec la guerre civile - 1975-1990 - . Dans les années 1960-1970, on ne comptait que 2 000 puits privés. Face à la désagrégation de l'Etat et des services durant le conflit, les Libanais ont cherché à assurer leur autonomie. "

Depuis, l'activité des distributeurs privés a perduré. " Ils participent à l'amenuisement des ressources, en surexploitant les nappes depuis des décennies, décrit M. Riachi. Dans la région agricole de la plaine de la Bekaa, des puits pompent à plus de 300 mètres de profondeur, contre 10 mètres dans les années 1950. "

Malgré les gains engrangés cet hiver, le secteur privé s'inquiète. " S'il n'y a pas plus de précipitations, l'eau des puits se raréfiera dès juin ", redoute Ziad Rachkidi. Abdallah, le gérant de la source de Jdeideh, songe à augmenter ses tarifs. Rempli pour environ 20 dollars (14 euros), un camion-citerne de 30 m³ écoule d'ordinaire son stock entre 100 et 120 dollars.

Face à la crise qui se profile, des Libanais dénoncent le manque d'anticipation de l'Etat. Des directives pour limiter le gaspillage (lavage des voitures, arrosage) ont été envoyées aux municipalités, assure Fadi Comair, directeur général des ressources hydrauliques et électriques au ministère de l'énergie et de l'eau. Les agriculteurs devraient aussi être rationnés. " Avec le changement climatique, la crise risque de se répéter dans le futur. Cela rend d'autant plus urgente une stratégie de gestion durable de l'eau, défend M. Comair. Nous avons élaboré un plan décennal en 2000, mais sa réalisation a été entravée par les difficultés politiques. Le Liban ne peut pas vivre éternellement sur les puits et les citernes. "

Sécheresse : les agriculteurs libanais subissent de plein fouet la rareté de l'or bleu

Soraya HAMDAN

19/02/2014

L'Orient le jour

Depuis les années 1970, la pluviométrie au Liban a déjà diminué de 16 %.

Alors que le potentiel hydraulique du pays était déjà largement sous-exploité avec 10 % des ressources utilisées pour un taux de pertes avoisinant les 40 %, l'absence de pluie cette année a pesé davantage sur les exploitations agricoles.

« Le Liban n'est plus le pays de l'eau », démystifie Jad Chaabane, économiste agricole à l'Université américaine de Beyrouth (AUB). « Le pays est très dépendant de la pluviométrie, poursuit-il. Or le changement climatique, qu'il se traduise sous forme de sécheresse ou de précipitations violentes comme la tempête Alexa, affecte directement la disponibilité et l'utilisation de l'eau dont l'approvisionnement dépend principalement de la fonte des neiges. »

Pour les agriculteurs, l'absence de pluie et la douceur de l'hiver ont ainsi lourdement pesé sur les exploitations. « C'est la première année où nous sommes confrontés à une telle pénurie d'eau, explique Fadi Sarkis, responsable du pôle agricole au Domaine de Taanayel. Jusqu'à présent, nous avons enregistré une pluviométrie de 153 mm contre une moyenne de 502 mm. Cette sécheresse aura forcément des conséquences néfastes sur le secteur agricole. Beaucoup de terrains agricoles dépendant des sources d'eau comme des rivières ou de la fonte des neiges devront trouver d'autres sources d'irrigation », a-t-il poursuivi.

« Par ailleurs, 2013 ayant été une très bonne année pour le secteur agricole, les professionnels avaient déjà acheté engrais et semences, tandis que certains ont même agrandi leurs espaces de production. Ces derniers auront ainsi du mal à rentabiliser ces investissements en l'absence d'eau », ajoute Fadi Sarkis.

Même son de cloche pour Antoine Hoyek, président de l'Association des agriculteurs : « Si la pluviométrie ne s'arrange pas, ce sera une catastrophe pour tout le secteur agricole », insiste-t-il. « Pour le moment, nous n'avons que le quart des ressources habituelles en eau, a-t-il ajouté. Tout dépendra alors du mois de mars. »

Fadi Sarkis a dû réduire de moitié sa superficie de plantation. « Notre eau se limite aujourd'hui aux ressources du lac de Taanayel », dit-il.

Et il n'est pas le seul. **Dans certaines régions comme dans le nord de la Békaa, les cultures ont également été réduites de moitié, en particulier celles du blé et de l'orge qui n'ont pas été irriguées.** Une situation qui aura forcément un impact sur les prix. L'offre étant inférieure à la demande, les prix des denrées agricoles devraient augmenter, mais pas seulement : les produits laitiers devraient aussi être affectés par le manque d'eau. « Les prix du lait, de la labné et du laban vont sans doute être revus à la hausse prévoit Fadi Sarkis. En effet, les cultures de fourrage dont se nourrissent les vaches laitières se font rares cette année en raison du manque de pluie. »

Dans ce contexte, les agriculteurs doivent anticiper l'été pour mieux gérer la raréfaction des ressources en eau. « Il faut préférer des techniques d'irrigation économiques comme le goutte à goutte, apprendre à stocker l'eau et se tourner vers la production hors sol », préconise ainsi un professionnel.

Selon Roland Riachi, économiste auteur d'une thèse sur l'économie de l'eau, le recours aux méthodes d'irrigation dites « économes » a augmenté de 30 % entre 1998 et 2010, un chiffre qui montre que la raréfaction des ressources hydrauliques au Liban ne date pas d'hier. « Depuis les années 1970, la pluviométrie au Liban a déjà diminué de 16 %. À la fin des années 1990, les 2/3 du Liban étaient déjà soumis au risque de désertification », a-t-il ajouté.

Si le Liban a bien été un jour ce que l'on nommait « le château d'eau du Moyen-Orient », il semble qu'il soit désormais bel et bien menacé par les changements climatiques

Au Liban, la sécheresse n'augure rien de bon... Faut-il prier pour la pluie ?

La deuxième partie du mois de janvier est déjà entamée, mais toujours pas de pluie à l'horizon. Si le pays a déjà vu des saisons hivernales sèches, il redoute les conséquences néfastes de cette sécheresse sur l'agriculture, les réserves en eau et le tourisme d'hiver.

Anne-Marie EI-HAGE

L'Orient le jour

16/01/2014

Quelques gouttes de pluie par-ci, quelques flocons de neige par-là. L'hiver que certains annonçaient rigoureux au passage de la tempête Alexa ne semble pas vouloir s'installer. Du moins, pas pour le moment. Les torrents sont toujours asséchés faute de pluie et les pistes de ski désespérément fermées faute d'enneigement suffisant. Le premier week-end de la nouvelle année, c'est plutôt à la mer que nombre de Libanais se sont rendus, profitant des rayons du soleil de janvier.

Cette image est-elle le mauvais présage d'un hiver trop clément, voire trop sec ?

Est-elle une manifestation du changement climatique tel qu'annoncé à cor et à cri par les scientifiques ? Deux experts se penchent sur la situation météorologique du pays, Marc Wheibé, ingénieur en météorologie et chef du service météorologique à la direction de l'Aviation civile, et Michel Afram, PDG de l'Institut libanais de recherche agricole (LARI).

Des précipitations en chute libre

Une seule chose est certaine : la situation commence à devenir alarmante pour la saison d'hiver 2013-2014, car les précipitations sont nettement moins importantes que l'année dernière, presque trois fois moindres. Au 15 janvier 2014, il n'avait plu que 237,8 mm, contre 699,2 mm l'année 2012-2013. La quantité de pluies est également bien moins importante que la moyenne des précipitations sur 30 ans qui s'élève pour la même période à 399 mm. C'est dire les conséquences néfastes sur l'agriculture, sur les nappes phréatiques du pays et sur le tourisme hivernal.

« Il est grand temps qu'il pleuve ! » lance Marc Wheibé. « Malheureusement, on ne s'attend à rien pour le mois de janvier, à part quelques épisodes pluvieux sans grand intérêt. Car la saison d'hiver est déjà bien avancée. Il ne reste plus que deux mois et demi », observe-t-il. S'il ne pleut toujours pas, le pays risque d'être confronté à une pénurie d'eau.

Mais qu'est-ce qui empêche l'arrivée des pluies ? Durant la première moitié du mois de janvier, « l'absence de précipitations était due au déplacement des dépressions et des masses d'air froid vers le sud, vers l'Égypte plus particulièrement ». « Au lieu de s'arrêter en Méditerranée, elles se sont dirigées vers l'Égypte », explique-t-il. Actuellement, il n'y a plus

de dépressions ni de masses d'air en déplacement, constate le météorologue. Il y a juste des températures basses, assez stables. « Un phénomène que nous cherchons à analyser et à comparer avec les années précédentes », indique-t-il.

Mais l'expert refuse de conclure à la désertification et au changement climatique. « La seule constatation que nous pouvons lier au réchauffement climatique concerne l'augmentation du nombre de jours de grosse chaleur en été, observe-t-il. Quant au manque de précipitations en hiver, il n'est pas exceptionnel. » Le Liban a déjà eu des années très pauvres en précipitation, avec un maximum de 400 mm de pluies, comme les années 1986 et 1996.

Ni pluie ni neige

Michel Afram, lui, est catégorique. « Le pays est touché par le changement climatique, assure-t-il. Comme l'ensemble de l'est de la Méditerranée, il est menacé de sécheresse et de désertification. » « Les écarts importants de températures entre le jour et la nuit en sont la preuve », estime-t-il. Des écarts qui peuvent atteindre plus de 20 degrés. Ces affirmations sont basées sur les résultats de recherches réalisées avec la Banque mondiale, comme l'affirme le spécialiste agricole.

M. Afram constate aussi la prédominance durant les deux derniers mois, de masses d'air sec du nord et de l'est. Ces masses d'air ont poussé les dépressions vers l'Égypte et la Libye. C'est la raison pour laquelle il n'y a eu ni pluie ni neige sur le Liban. « Un phénomène exceptionnel », note-t-il. Même sécheresse en Syrie qui s'adapte mieux à ce phénomène que le pays du Cèdre, car il est habituel. « Le Liban, lui, est un pays riche en pluie, note-t-il. Il est normal qu'il souffre lorsque les précipitations sont aussi pauvres. » Le scientifique tire la sonnette d'alarme : « Si les vraies dépressions n'arrivent pas, la situation risque d'être critique, voire catastrophique. » Une catastrophe pour l'agriculture, pour les stations de ski et le tourisme d'hiver. « Nous risquons aussi d'être confrontés à une pénurie en eau potable », note-t-il.

La saison hivernale sera-t-elle à l'image du mois de janvier ? Les deux experts refusent de se prononcer, même si, pour le moment, seules des pluies faibles sont attendues dans les dix jours à venir. Les Libanais n'ont plus qu'à prendre leur mal en patience et à prier pour la pluie et la neige. Sauront-ils veiller à ne pas gaspiller cet or blanc qui fait la richesse du pays ?

ANNEXE 3 : DOSSIER DE PRESSE

LA SITUATION DES REFUGIES SYRIENS AU LIBAN

LIBAN - SYRIE : La frontière de tous les dangers

Auteur : Stephan Laure

Le Monde

Date de parution : 04/07/13

L'engagement du Hezbollah au côté du régime syrien a exacerbé les tensions au pays du Cèdre. Notamment dans **les zones frontalières, confrontées à l'afflux de réfugiés** et aux opérations des rebelles comme de l'armée régulière

Au Liban, les régions voisines de la Syrie sont en ébullition. Fin avril, le Hezbollah a reconnu son engagement militaire aux côtés du régime syrien. Quelques Libanais combattent avec la rébellion. Mais la confirmation de cette implication massive du Hezbollah a exacerbé les tensions politiques et confessionnelles dans un pays déchiré entre pro et anti-Bachar Al-Assad.

Pliant sous le poids des réfugiés syriens, les localités frontalières sont pilonnées par les rebelles ou l'armée syrienne, selon leur allégeance. Elles sont aussi le théâtre d'échauffourées entre clans locaux. Pour Vincent Geisser, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) à Beyrouth, " il faut cesser de considérer que le Liban n'est que victime de la crise syrienne. Les acteurs politiques sont parties prenantes de cette crise, ils l'instrumentalisent pour faire valoir leur position sur la scène intérieure ". Les zones frontalières, que ce soit le Akkar (Nord) ou la Bekaa (Nord-Est), illustrent cette double dimension.

Quelle est l'importance de la frontière libanaise pour les rebelles syriens ? Le 12 juin, l'armée syrienne a bombardé le centre d'Ersal, bourgade de la plaine de la Bekaa bordée par la montagne qui sépare le Liban de la Syrie. Depuis fin 2011, les alentours de cette localité de 40 000 habitants ont été plusieurs fois visés par Damas, tout comme certains villages du Akkar, district voisin.

Comme Ersal, le nord du Liban est à majorité sunnite. Ces deux fiefs - Ersal et le Akkar - sont fidèles au Courant du futur, de l'ex-premier ministre Saad Hariri, ou à des groupes islamistes, tous opposés à Bachar Al-Assad. Voués à la contrebande depuis des décennies, ils servent de tremplin aux rebelles syriens. Si l'étau de l'armée baasiste s'est resserré aux frontières, poreuses et mal délimitées, ces régions demeurent des voies de trafic d'armes - à une échelle moindre que la Turquie - et de combattants. Il s'agit pour la plupart de rebelles syriens repliés sur le territoire, mais aussi de Libanais : en 2012, 21 islamistes libanais ont été tués dans le village syrien de Tall Kalakh, qui jouxte le Akkar. Dans ces zones frontalières, les insurgés syriens viennent visiter leur famille, recevoir des soins ou s'équiper. Tout comme à Tripoli (Nord), les rebelles y disposent de soutiens qui affrètent matériel militaire et aide humanitaire. Les activistes prorébellion y sont souvent hostiles à l'armée libanaise, qu'ils accusent de favoriser le Hezbollah, allié de Damas. Fin mai, au cours d'une nouvelle attaque contre des positions militaires, trois soldats ont été tués près d'Ersal.

Et pour le Hezbollah ? Pour le Hezbollah, la Bekaa, où est né le parti au début des années 1980, est un terrain stratégique. Il règne en maître dans la région de Baalbek et du Hermel, à majorité chiite. Le Hezbollah réceptionne dans la Bekaa les armes iraniennes transitant par la Syrie. Dans les montagnes de Hermel, il compte plusieurs camps d'entraînement.

Selon ses partisans, la plupart des miliciens qui combattent en Syrie transiteraient sans armes par le poste-frontière de Masnaa, sur la route entre Beyrouth et Damas. Lors d'un reportage réalisé il y a plusieurs semaines dans le Hermel, sous la surveillance du Hezbollah, nous avons constaté que la présence de l'armée libanaise était réduite au strict minimum. A Qasr, village frontalier, nous avons pu rencontrer des combattants des " comités populaires ", milices prorégime. Ils faisaient des allers-retours avec les localités chiites syriennes voisines dont ils sont originaires. Qasr est aussi un point de passage pour le Hezbollah.

La Bekaa a payé un lourd tribut en termes de militants tués dans la récente bataille de Qoussair, ville syrienne dont le régime a repris le contrôle début juin. Dans le Hermel, première région pro-Hezbollah à être visée par les insurgés, les tirs de roquettes ont fait des victimes. Des obus rebelles ont aussi frappé Baalbek et ses environs. A quelques kilomètres plus à l'est, près d'Ain Jouzé, des combats à la frontière, côté syrien, entre miliciens du Hezbollah et rebelles ont fait 15 morts début juin.

L'économie est durement affectée. Signe de la dégradation en cours, le festival de musique de Baalbek a été délocalisé cet été.

Où en est le flux des réfugiés ? Aux Palestiniens implantés au Liban, s'ajoutent désormais plus de 570 000 déplacés syriens recensés par les Nations unies, ce qui fait du pays la première terre d'accueil de ces exilés, avant la Jordanie et la Turquie.

Quelque 380 000 réfugiés syriens (soit plus de 65 %) sont installés dans le Akkar et la Bekaa. Cette présence provoque des tensions avec les communautés d'accueil, au départ bienveillantes envers les déplacés. Mais ces populations, souvent déshéritées, se sentent désormais dépassées : pression sur l'accès aux services de base (eau, santé), concurrence accrue pour l'emploi, ressentiment face aux aides destinées aux réfugiés, etc. Sous-financées, les agences de l'ONU et les ONG ont de plus en plus de mal à répondre aux besoins. Les incidents sécuritaires compliquent aussi leurs efforts.

L'exode syrien représente un énorme fardeau pour un pays de 4,3 millions d'habitants. " Le Liban est incapable d'accueillir plus de réfugiés ", a prévenu début juin le président libanais, Michel Sleimane. Avec les travailleurs présents dans le pays et les déplacés qui ne s'enregistrent pas, **les autorités estiment qu'en fait plus de 1 million de Syriens sont présents sur l'exigu territoire** - 10 452 km². Beyrouth critique certains pays donateurs, notamment ceux du Golfe, qui ont fait pression pour qu'il maintienne sa politique généreuse d'ouverture des frontières, sans tenir leurs promesses d'aide.

Quel est le risque de confrontation intercommunautaire majeure ? Région mixte, la Bekaa est classée en zone rouge (niveau d'alerte maximal) par les ambassades occidentales. Il y a quelques mois, les enlèvements crapuleux suscitaient l'anxiété. Aujourd'hui, ce sont surtout les tirs depuis la Syrie qui inquiètent, ainsi que l'animosité croissante entre communautés. De l'avis d'analystes, la Bekaa pourrait devenir l'un des théâtres majeurs d'affrontements en cas de déflagration généralisée. Les crispations entre sunnites et chiites, opposés face au conflit syrien, se doublent d'une rivalité tribale entre clans locaux.

Le meurtre, près de la frontière, de trois contrebandiers libanais de confession chiite et d'un trafiquant turc, le 16 juin, a été suivi de violences entre chiites de Laboué et sunnites d'Ersal, deux localités voisines. En solidarité avec Ersal, des habitants de villages sunnites de la Bekaa ont bloqué des routes. Le déploiement de l'armée et les médiations politiques ont permis le retour au calme.

Le Akkar a été épargné par les violences intercommunautaires. Mais l'ancrage de villages alaouites (leurs habitants appartiennent à la même communauté, dissidence du chiisme, que

Bachar Al-Assad), au sein d'une région à majorité sunnite, en fait aussi une zone sensible en cas de basculement.

LIBAN : L'Europe dénonce « la plus grave crise humanitaire jamais observée »

L'Orient le jour

Date de parution : 17/05/13

Réfugiés : L'Europe octroie au Liban vingt millions d'euros supplémentaires, en plus des 95 millions déjà accordés aux Syriens qui fuient leurs pays pour se réfugier au Liban.



La commissaire européenne, Kristalina Georgieva, avec les enfants syriens réfugiés à l'école publique de Baalbeck

Avec l'afflux quotidien de plus de 4 000 réfugiés syriens, le Liban tente désespérément de faire face à une situation « qui a dramatiquement empiré en cinq mois ». Une situation qui est désormais « bien au-delà des capacités de la communauté humanitaire internationale », car « nous assistons à la plus grave crise humanitaire jamais observée » : le constat de Kristalina Georgieva est consternant. En visite au pays du Cèdre, la commissaire européenne chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises annonce hier l'octroi, par l'Union européenne, de 20 millions d'euros supplémentaires pour répondre aux conséquences de la crise syrienne au Liban, en plus des 95 millions qu'elle a déjà accordés au pays du Cèdre. Une somme bien dérisoire face à l'ampleur des besoins et du drame que vivent certains réfugiés.

C'est émue jusqu'aux larmes, que Mme Georgieva écoute les réfugiés syriens, à Baalbeck, avec un mot rassurant pour chacun. Qu'elle observe leur dur quotidien. Un quotidien fait de privations, de sacrifice, de maladies, de promiscuité, d'exploitation même. « Nous manquons de tout. » Ces termes résument à eux seuls ce qu'est devenue l'existence de ces réfugiés entassés à 400 personnes dans l'École secondaire publique désaffectée de Baalbeck, qui devrait idéalement en héberger 200. Des réfugiés qui dorment, pour certains, à huit personnes dans des caves humides et sans aération, sous les escaliers. Louée à leur intention par le cheikh sunnite Machhour el-Solh avec l'aide de donateurs, l'école a été

aménagée par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), grâce au financement de l'Union européenne.

Se laver tous les dix jours...

Ici, une mère montre son enfant, pâle et amaigri, qui souffre d'une maladie sanguine. Là, un père lance : « Mon fils a besoin d'être opéré. » Cachée derrière un paravent, une femme supplie : « Nous n'en pouvons plus de vivre à plusieurs familles dans une même pièce. » Plus loin, un autre père raconte sa grande difficulté à trouver du travail et déplore l'insuffisance des aides humanitaires : « Les rations alimentaires sont dérisoires et largement insuffisantes. J'essaie de trouver du travail, mais dans le meilleur des cas, je suis embauché en tant qu'ouvrier un jour sur dix, avec un salaire de misère. Le reste du temps, je vends les couvertures que nous recevons pour acheter du lait à nos enfants. » **Les réfugiés souffrent aussi du manque d'eau.** « Se laver est un luxe que nous ne nous permettons qu'une fois chaque quinzaine, ou au mieux, tous les dix jours », assure une autre femme, qui avoue son incapacité « de payer les citernes d'eau ». Pas étonnant que les enfants soient sales et déguenillés.

Dans cet état des lieux, l'éducation est illusoire. Dans leur grande majorité, les enfants sont déscolarisés depuis un an, voire deux pour certains. Quelques-uns deviennent alors soutiens de famille, comme Mohammad, âgé de 13 ans, qui gagne 6 000 LL par jour en tant que peintre en bâtiment. « Je les remets à ma mère », dit-il fièrement. Cela permet à la famille de survivre. « Je te félicite d'aider ta famille, mais tu dois aller à l'école », lui répond avec insistance la commissaire européenne, accompagnée de la représentante de l'Union européenne au Liban, l'ambassadrice Angelina Eichhorst, tout en lui glissant un billet « pour qu'il s'achète un livre ».

Des tensions intercommunautaires

Les difficultés de la petite communauté ne s'arrêtent pas là. Appartenant à la communauté sunnite, le groupe de réfugiés n'est pas le bienvenu à Baalbeck, ville principalement chiite. La nuit, il se calfeutre dans l'enceinte de l'école, par crainte de tensions avec des habitants. Des tensions ont eu lieu, selon cheikh el-Solh, qui fait part, à demi-mot, de menaces adressées à l'encontre des réfugiés syriens. « Des pierres ont même été lancées au-dessus du mur d'enceinte de l'école », raconte un homme.

Sans aucun doute, la situation est de plus en plus ingérable. « Elle le sera davantage au fur et à mesure qu'afflueront de nouveaux réfugiés syriens », annonce le directeur pour le Liban du Conseil norvégien pour les réfugiés, Mads Almaas, qui tente de trouver des solutions pour loger les nouveaux arrivants, notamment dans les chantiers inachevés, ou dans des camps, éventuellement. Car les fonds manquent, vu les besoins en augmentation constante, et malgré les efforts de la communauté internationale. Les réfugiés estiment déjà que les rations alimentaires sont insuffisantes. « Mais il est possible que ces rations soient encore réduites, faute de financement », affirme M. Almaas. « Chaque famille recevra une assistance moins importante, car il faudra aider davantage de familles », explique-t-il, à ce propos.

La solution ? « L'Europe doit absolument faire plus », préconise Kristalina Georgieva. « Mais cela restera malheureusement insuffisant », regrette-t-elle, invitant les partenaires européens à rassembler leurs efforts et à mettre en place des mesures extraordinaires de collecte de fonds. « Car il faut envisager l'impensable et se préparer en cas de nouvel afflux de réfugiés. » Quant à l'assistance aux réfugiés, elle doit être non seulement « humanitaire », mais être aussi axée sur le « développement ». La commissaire insiste enfin sur la nécessité d'une solution politique au conflit en Syrie.

Des solutions radicales ?

Loin de là, en l'absence d'une stratégie internationale pour régler cette crise humanitaire. Dans l'espoir que le Liban ne soit pas lui aussi emporté par le courant.

Un million de réfugiés syriens font du Liban le pays frontalier le plus touché par le conflit

Action contre la faim

Date de parution : 24/04/13

La crise humanitaire au Liban atteint des niveaux alarmants avec près d'un million de réfugiés syriens dont la majorité n'est pas enregistrée auprès du HCR. **Le pays est aujourd'hui l'état frontalier le plus affecté par le conflit syrien.** Face à l'urgence, Action contre la Faim s'efforce d'améliorer les conditions de vie des réfugiés, notamment en matière d'accès à l'eau et à des conditions d'hygiène minimum.

Dans un pays qui compte environ quatre millions d'habitants, **l'arrivée massive de réfugiés met à l'épreuve les capacités des populations d'accueil.** La communauté humanitaire et le gouvernement se mobilisent pour faire face aux besoins croissants des populations les plus vulnérables.

Parmi le million de réfugiés syriens au Liban, un grand nombre est logé dans des tentes. **La majorité d'entre eux n'ont qu'un accès très limité à l'eau potable, aux installations sanitaires de base, aux soins essentiels et vivent dans des conditions d'hygiène déplorable.**

Une crise à tous les niveaux

Le Liban traverse une crise politique, sociale et économique profonde. L'instabilité récurrente du pays et une situation politique fragile se sont encore aggravées du fait des conflits constants aux frontières avec la Syrie et Israël. **Les villages de la Vallée de la Bekaa connaissent depuis ces derniers mois une recrudescence d'incidents :** bombardements, jets de grenades, opérations militaires... Ces menaces affectent la sécurité de la communauté libanaise locale comme celle des réfugiés syriens qui y ont trouvé refuge.

Une aide pour 35.000 réfugiés

Action contre la Faim au Liban concentre son action dans les zones où se regroupent les réfugiés. Les équipes sur place construisent des toilettes d'urgence et distribuent eau potable, bidons, filtres et kits d'hygiène à près de 35.000 réfugiés syriens. Ces activités sont renforcées par des actions de sensibilisation à l'hygiène menées en coopération avec les municipalités locales et les organisations internationales. Ce programme rencontre le soutien actif des réfugiés eux-mêmes, qui apportent leur aide, notamment pour la construction des latrines dans les camps.

Un pays en proie à trop de conflits

L'ampleur de la crise au Liban ne doit pas être sous-estimée : il est urgent d'augmenter l'aide humanitaire pour fournir un abri, de l'eau, des soins aux personnes les plus vulnérables et prévenir un conflit interne. La communauté internationale se doit de mobiliser des ressources et de soutenir un pays et une population qui ont déjà vu trop de combats.

Les réfugiés syriens dans une situation sanitaire dramatique

Auteur : Kerivel Guy

Le Nouvel Observateur

Date de parution : 29/04/13

Les Syriens chassés de leur pays par la guerre sont dans une situation sanitaire dramatique, a déclaré vendredi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui souligne le manque de moyens des équipes médicales déployées sur place, notamment au Liban et en Jordanie.

Depuis deux ans, plus d'un million quatre cent mille Syriens ont dû fuir leur patrie pour des pays voisins qui n'ont pas les moyens de répondre aux besoins sanitaires de ces réfugiés.

Le HCR, qui a lancé un appel aux dons afin de recueillir un milliard de dollars d'ici la fin juin, n'a reçu jusqu'ici que 55% de la somme. En conséquence, si les cas d'urgence sont pris en compte dans les camps, les maladies chroniques ne peuvent plus être traitées comme il le faudrait.

"Nous donnerons la priorité à un accouchement plutôt qu'au traitement d'un cancer à un stade avancé. C'est terrible mais nous n'avons pas le choix. Ce sont des décisions difficiles à prendre", a déclaré à Genève le Dr Paul Spiegel, expert médical du HCR.

Les problèmes respiratoires et les diarrhées sont les affections les plus fréquentes dans les camps, précise un rapport du HCR.

Les trois quarts des réfugiés dans les camps d'Irak, de Jordanie et du Liban sont des femmes et des enfants. Aucun chiffre n'a pu être fourni sur la situation en Turquie.

Certains réfugiés sont atteints d'hépatite A, d'autres de lésions cutanées liées à la leishmaniose, une maladie chronique due à des protozoaires. Ces deux affections sont apparues en force en Syrie depuis le début de la guerre, en raison de l'effondrement du système sanitaire et de l'industrie pharmaceutique.

Maladies chroniques

De nombreux réfugiés sont des personnes âgées qui souffrent de maladies chroniques comme le diabète, le cancer, les affections pulmonaires ou cardiovasculaires. En Syrie, grâce à un système de protection sociale très avancé, ces malades étaient soignés gratuitement.

"Pour ce qui est des dialyses, il s'agit d'un traitement qui ne peut pas être interrompu. Il y a donc des décisions très difficiles à prendre. On manque d'argent et cela peut parfois signifier la mort d'un patient", a déploré le docteur Spiegel.

En Irak et en Jordanie, les réfugiés ont accès gratuitement aux soins.

Mais en Jordanie, une commission se réunit chaque mois pour discuter des cas qui dépassent un certain plafond de dépenses. Lors des trois premiers mois de l'année, 158 dossiers ont ainsi été examinés et des avis positifs ont été rendus pour des malades cardiaques, des femmes enceintes et des patients atteints de graves maladies rénales.

Au Liban, où le système de santé est plus axé sur le privé, les réfugiés doivent payer pour les consultations auprès de spécialistes. Une commission d'évaluation a également été mise en place et s'est réunie pour la première fois fin mars.

Le nombre de réfugiés ayant fui la Syrie pourrait doubler voire tripler d'ici la fin de l'année si la tendance actuelle se maintient, a estimé le mois dernier le patron du HCR, Antonio Guterres.

LIBAN : Le Liban craint d'être submergé par les réfugiés syriens

Auteurs : Fiévet Jean-Loup

Le Nouvel Observateur

Date de parution : 14/03/13

BEYROUTH (Reuters) - Dans un entretien accordé lundi à l'agence Reuters, le président libanais Michel Sleimane invite la communauté internationale à partager le fardeau des réfugiés syriens qui, dit-il, risque d'embraser et de submerger son petit pays.

"Lorsqu'un incendie éclate chez votre voisin, vous devez supposer que les flammes vont s'étendre et il faut tenter de les arrêter", explique cet ancien général dans son palais de Baabda, qui domine la capitale et n'est distant que de 40 km de la frontière syrienne.

Pour le chef de l'Etat de confession maronite, **la présence sur le sol libanais d'un million de Syriens, s'ajoutant à celle, plus ancienne, de réfugiés palestiniens équivaut au quart de la population du Liban.**

"Cette proportion surpasse les capacités de tout pays quel qu'il soit. Ce n'est pas seulement une question d'aide matérielle et d'assistance; nos capacités géographiques et démographiques sont saturées et les problèmes découlant de cet afflux massif nous affectent sur les plans social, économique et sécuritaire", explique-t-il.

Le Pays du cèdre, fragile mosaïque confessionnelle aux équilibres instables, affirme abriter aujourd'hui un million de Syriens fuyant les combats entre les insurgés et les forces restées loyales au président Bachar al Assad. Un tiers d'entre eux y ont officiellement le statut de réfugiés, le reste étant pour l'essentiel de la main d'oeuvre et les familles.

Ils vivent au sein d'une nation qui compte quatre millions de ressortissants et reste divisée entre chrétiens maronites et musulmans sunnites et chiites. Le pays, longtemps soumis à la tutelle du voisin syrien, reste traumatisé par la guerre civile qui a fait des milliers de morts entre 1975 et 1990.

"ÉTEINDRE L'INCENDIE"

Le président Michel Sleimane propose la tenue d'une conférence internationale permettant à d'autres pays de la région d'accueillir des réfugiés syriens, à la manière de la Convention de Genève de 1979 qui a permis aux nations occidentales d'accueillir des dizaines de milliers de "boat people" fuyant la guerre du Viêtnam.

"Le monde devrait songer à la manière dont on pourrait soulager le Liban de ce fardeau (...) Pour des raisons humanitaires, on ne peut pas refouler un seul réfugié affamé, blessé, terrifié ou persécuté. Mais qu'arrivera-t-il dans l'hypothèse d'une épidémie ou d'une famine?"

"Il faudrait ventiler les réfugiés syriens (dans d'autres pays)", propose-t-il.

Le Liban est la cible de violences sporadiques depuis le début, en mars 2011, du soulèvement syrien. Des dizaines de personnes ont été tuées lors de combats de rue à Tripoli, la grande cité portuaire du Nord-Liban, entre la majorité sunnite, qui soutient les insurgés syriens, et la minorité alaouite, proche de Bachar al Assad.

"Le danger est là. Il nous faut éteindre l'incendie", plaide le président libanais. "Nous devrions toujours posséder un extincteur. Une guerre est en cours mais la Syrie ne sera pas divisée ou partagée. Ce serait une catastrophe pour l'ensemble de la région mais cela n'arrivera pas."

Il a ajouté: "L'Europe, la Russie, les Etats-Unis et les grandes puissances devraient convenir d'une solution et l'imposer aux Arabes et aux Syriens."

Dans la Békaa, les camps de réfugiés poussent et grossissent comme des champignons

L'Orient le jour

Date de parution : 04/03/13

La frontière libano-syrienne dans la Békaa est relativement calme. À Macharîh el-Qaa, l'armée syrienne a fermé depuis des mois l'accès à son poste frontalier, alors qu'à Eرسال, 60 km de frontière avec la Syrie restent complètement ouverts, sans la surveillance de troupes libanaises ou syriennes.

Il faut parcourir cinq kilomètres pour passer du premier poste frontalier libanais au deuxième à Macharîh el-Qaa, zone située entre le Hermel et la Békaa, mais la frontière officielle, pour entrer en Syrie, est fermée du côté syrien depuis le mois d'août dernier. Et pourtant, on a l'impression, quand on arrive au premier poste frontalier, que la route est grande ouverte jusqu'à la Syrie. Les membres de la Sûreté générale postés au barrage vous mettent en garde : « Ne dépassez pas le dernier barrage de militaires libanais. Ne vous approchez pas trop près de la frontière. Vous essuiez des tirs venus du côté syrien. »

Macharîh el-Qah dépend de la municipalité de Qaa, localité exclusivement chrétienne de la Békaa. Mais les terrains de la zone appartiennent à des personnes originaires de toutes les localités des alentours. Comme son nom l'indique en arabe, Macharîh el-Qaa, ce qui veut dire en français « les projets de Qaa », représente des zones agricoles prises en charge par les habitants de toute la région. La localité présente aussi des habitations, notamment à la frontière avec la Syrie.

Ces maisons sont actuellement vides, leurs habitants ayant fui à deux kilomètres plus loin, en territoire libanais. Et cela à cause de l'armée syrienne qui pilonnait constamment la zone. Aujourd'hui, le pilonnage s'est arrêté, mais presque à chaque tombée de nuit, les habitants entendent des coups de feu et préfèrent rentrer chez eux. Sait-on jamais...

« Il y a 20 jours, ma soeur, âgée de 27 ans, a été blessée au dos par une balle syrienne, tirée de l'autre côté de la frontière. Elle ne pourra plus jamais marcher. Elle était dans un

terrain agricole et puis les tirs ont commencé. Elle courait pour monter avec son mari dans la camionnette. Les soldats l'ont visée au dos. Un enfant de dix ans est mort il y a un mois », indique Jamilé.

Jamilé et Khawla sont toutes les deux Libanaises. Elles ont quitté leurs maisons situées à quelques mètres de la frontière libano-syrienne, l'été dernier, pour s'installer deux kilomètres plus loin.

Khawla raconte : « L'armée syrienne nous bombardait presque tous les jours, c'était devenu intenable. Nous avons décidé de partir. Depuis l'été dernier, je n'ai plus remis les pieds chez moi. Nous avons loué une petite maison ici. J'y vis avec mon mari et mes enfants célibataires ainsi qu'avec mes deux fils mariés, mes belles-filles et leurs enfants. Ce n'est pas facile mais nous n'avons pas les moyens de louer plus qu'une maison. »

« Macharikh el-Qaa » abrite également des réfugiés syriens. Certains d'entre eux sont originaires de la localité syrienne de Kousseir, alors que d'autres habitaient tous, comme les Libanais déplacés, à quelques mètres de la frontière... mais de l'autre côté.

Selon le dernier bilan du HCR, le nombre de réfugiés syriens au Liban s'élève aujourd'hui à 300 000. Mais ces chiffres doivent être inévitablement revus à la hausse, car les réfugiés syriens riches ne sont pas enregistrés et les moins nantis arrivent par milliers au Liban. Leur nombre progresse si rapidement que les ONG et les organisations internationales ne peuvent pas suivre la cadence.

Campements champignons

Partout dans la Békaa on compte des camps champignons, c'est-à-dire des campements de réfugiés syriens qui grossissent avec le temps qui passe.

À Ali Nahri, non loin de Baableck, un campement champignon regroupe 100 adultes mais il faut aussi compter en moyenne huit mineurs par famille.

Ici, personne n'a encore été enregistré auprès des organisations internationales. Des tentes ont poussé dans ce terrain vague. « Chaque mois, nous payons au propriétaire 150 000 livres par tente, 20 000 livres pour l'eau et 15 000 pour l'électricité », indique Assem, venu avec sa famille de neuf enfants, il y a deux mois, de Kfarzeit, un village du district de Hama.

Assem, comme d'autres réfugiés du camp, racontent qu'il a de la famille qui a fui en Jordanie et en Turquie ainsi que dans des camps de réfugiés à l'intérieur de la Syrie. Ici, les enfants ne vont pas à l'école. Ils marchent pieds nus dans la boue et entre des pousses d'oignons verts que les réfugiés ont planté et qu'ils mangent dans du pain qu'ils cuisent eux-mêmes. On voit des femmes transportant l'eau d'un réservoir en plastique placé à l'entrée du campement, alors que d'autres font cuire du pain, assises par terre.

« Nous n'avons pas les moyens d'envoyer nos fils à l'école », souligne Assem de Deir ez-Zor, expliquant que dans son village, les garçons suivent des cours jusqu'à l'âge de douze ans, alors que les trois quarts des petites filles restent à la maison.

Ces réfugiés qui vivent dans le dénuement le plus total actuellement au Liban viennent de villages très pauvres en Syrie.

Hana', qui veut rentrer dans son pays au plus tôt, parle du froid, surtout celui du mois dernier. « C'était intenable, mais regardez, nous avons rassemblé de vieilles branches et nous parvenons à nous chauffer », dit-elle.

Nidal, lui, a quatre enfants. Il est originaire d'Idleb. Il n'est plus rentré chez lui depuis un an. « Avant les événements en Syrie, j'étais journalier au Liban. Et puis, les réfugiés ont commencé à affluer. Il n'y a désormais plus du boulot pour tout le monde. Je travaille un jour sur quatre. Souvent, je n'ai pas les moyens d'acheter de quoi manger à ma famille. Comment fait-on ? Certains nous aident. Regardez le barrage de l'armée libanaise là-bas, les soldats nous donnent ce qui reste de leur repas. Mais il n'y a pas de quoi nourrir tout le monde. Cela suffit à trois familles », dit-il.

Jawaher est du village de Rakka dans la région d'Alep. Cela fait huit mois qu'elle est au Liban avec sa famille, dont sept enfants. « Nous partageons une tente avec une autre famille. Il y a quelques jours, mon mari a construit la charpente d'une nouvelle tente », dit-elle montrant des poutres « mais nous n'avons pas trouvé des bâches pour couvrir les planches de bois ».

Selon l'Unicef, « **les réfugiés syriens qui arrivent au Liban n'ont aucun recours ni au niveau étatique ni au niveau des organisations internationales, d'où la grande difficulté d'arriver et de faire parvenir des aides à tout le monde.** Ce problème ne se pose pas en Turquie et en Jordanie qui accueillent également des réfugiés. Beaucoup de personnes ne sont donc pas enregistrées et ne reçoivent pas d'aide. **De jour en jour, les camps champignons changent de visage, le nombre de réfugiés vivant sous les tentes augmentant très rapidement** et ceci pose véritablement problème. Les organisations internationales se trouvent devant un énorme défi à relever ».